

La Marche pour l'Égalité : ou l'instrumentalisation d'une mobilisation sociale

RENCONTRE-DEBAT A LA FÊTE DE L'HUMANITE

A l'initiative du Collectif national Égalité des Droits - Justice pour tous (tes)

Le Samedi 14 septembre 2013 de 16h30 à 19h

Au Stand ENVIE DE LIRE

Avenue Gladys MARIN - Village du Monde

La mobilisation portée par la Marche pour l'Égalité de 1983, il y a 30 ans déjà, n'est pas morte ! La Marche pour l'Égalité renvoie à bien d'autres mobilisations : elle nécessite une véritable analyse critique et politique, un travail de mémoire et d'histoire, contre tout consensus, contre toute forme de récupération par une histoire officielle dominante, souvent commémorative.

Beaucoup ont vu dans La Marche de 1983 (celles de 1984, et de 1985) l'avènement d'une société qui allait être enfin « multiculturelle », avec tous ces marcheurs ; et ces jeunes étiquetés « jeunes immigrés de banlieues », catalogués de « beurs » par nombre de médias et de discours politiques.

En réalité, cette mobilisation s'est insurgée contre les violences policières, les actes et crimes racistes, pour une égalité des droits – tout en revendiquant une démarche « non-violente » - et a posé une question à la société française non en termes « culturalistes » ou « ethniques », mais en termes politiques. Quel a été le rôle et quelles sont les responsabilités actuelles des pouvoirs politiques, et notamment des organisations et des gens de gauche dans la dépolitisation de la Marche ?

Animation : Ixchel DELAPORTE (journaliste/L'Humanité)

Intervenants :

Abellali HAJJAT (sociologue, Université de Nanterre-Paris Ouest)

Said BOUAMAMA (sociologue, militant associatif, IFAR), sous réserve)

Autres membres du Collectif « Marche pour l'Égalité des droits/ Justice pour tous 'tes)»

Appel du Collectif national Égalité des Droits - Justice pour tous (tes)

(extraits)

Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheurs issus des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigrés. Elle fût organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits. Les « invisibles » devenaient des acteurs à part entière de la société française.

Notre Marche ne s'est pas terminée le 3 décembre 1983.

Aujourd'hui, après une décennie de pouvoir de droite avec tous ses excès et ses démagogies populistes - débats sur l'identité nationale et le « rôle positif » de la colonisation - le nouveau gouvernement reste dans la ligne de tous ses prédécesseurs : restriction au droit d'asile, accentuation des discriminations dans tous les secteurs de la société, relégation des quartiers populaires et de leurs habitants, menaces de disparition des associations de terrain et de proximité, contrôles aux faciès, justice à deux vitesses, chasse aux sans-papiers et aux Roms, multiplication des expulsions... Et pendant ce temps, les Chibanis, nos anciens, sont reclus et privés de leurs droits.

Trente ans se sont écoulés, après le formidable espoir soulevé par la Marche de 1983. Notre détermination reste intacte. Nous ne lâcherons rien. Le message de la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, même s'il n'est pas enseigné comme il se doit à l'école, est plus que jamais d'actualité et nous voulons qu'il soit à nouveau entendu avec force.

Photo-Sala Jabeur-AIDDA



**Contre le racisme et pour l'égalité des droits
Tou-te-s en marche, on arrive !**

Les mouvements, associations ou organisations qui veulent s'associer à ce texte lancé par plus d'une centaine d'associations, d'organisations politiques peuvent signer cet appel sur :
marche30egalite@gmail.com

